

# Une opération bénéfique à beaucoup de monde

## UE Barnier fils sera candidat du MR aux élections européennes

► Le Français Nicolas Barnier, fils du négociateur de l'UE pour le Brexit, tentera de regagner le troisième siège du MR au Parlement européen.  
► Une opération convenue au plus haut niveau entre Charles Michel et Emmanuel Macron.

### ANALYSE

Il faudra être de très mauvaise foi pour ne pas reconnaître le beau coup politique et d'image : le MR, qui présente ce vendredi matin sa liste européenne, a placé en troisième position le Français Nicolas Barnier (33 ans), fils de Michel Barnier, actuel négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit. Cette opération porte sur un troisième siège du MR au Parlement européen que ce parti pourrait avoir du mal à conserver, si l'on en croit les sondages et les résultats des dernières élections communales. Mais elle ne présente que des avantages pour les différentes parties impliquées, des deux côtés de la frontière.

Et cela à différents niveaux, à commencer par le plus haut. Comme nous l'a expliqué Olivier

Chastel, qui a récemment troqué sa présidence du MR pour la tête de liste aux Européennes, « nous avons eu la réflexion depuis

longtemps avec Charles Michel d'avoir l'un ou l'autre ressortissant européen sur notre liste ». La famille libérale européenne, à l'unisson du président français Emmanuel Macron dont le parti va constituer une alliance avec la première, avait plaidé pour la constitution de listes transnationales. Mais ce projet avait été rejeté faute du soutien du PPE (droite modérée), première force politique dans l'UE. La République en Marche (LREM), qui a présenté sa liste mardi dernier, a cependant intégré deux étrangers, dont Sandro Gozzi, l'ex-secrétaire aux Affaires européennes du social-démocrate italien Matteo Renzi. « L'idée s'est assez vite dessinée avec LREM que nous ayons l'un des leurs sur notre liste. Le lien entre Emmanuel Macron et Charles Michel a évidemment favorisé cette concrétisation de la candidature chez nous de Nicolas Barnier », précise encore Olivier Chastel.

### « Une vraie place de combat ! »

Sachant que le troisième siège est donné par beaucoup comme perdu, le MR ne joue-t-il pas là un beau coup de pub sans grande conséquence ? « Pas du tout, rétorque Olivier Chastel : c'est une vraie place de combat !

Nicolas Barnier connaît bien Bruxelles où il a vécu, et il y a quelques dizaines de milliers de voix de résidents français à Bruxelles et en Wallonie. » Le nouveau « réformateur » français a en effet passé quelques années à Bruxelles lors de son ado-

lescence, à l'époque du premier mandat de commissaire européen de son père, alors à la Politique régionale.

Joint par *Le Soir*, Charles Michel – dont il avait été question un moment qu'il prenne lui-même la tête de liste libérale aux Européennes – ne cache pas que l'opération a été convenue avec le président français, et qu'il faut la voir comme « l'affirmation d'une volonté de travailler ensemble autour d'un projet européen largement partagé ».

Reste la question qui ne manquera pas de susciter toutes les supputations possibles : Michel Barnier lui-même intervient-il aussi d'une quelconque façon dans l'affaire ? Membre depuis toujours du parti conservateur français LR (autrefois UMP, l'ex-RPR de Jacques Chirac), ministre de Chirac puis de Sarkozy et trois fois commissaire européen, Barnier père est toujours formellement membre de LR. Mais il est notoire que, ce parti ayant évolué très à droite sous la direction de Laurent Wauquiez, il n'y est pas particulièrement en odeur de sainteté. Le Savoyard est plutôt dans la mouvance centriste, dont une partie a rallié

Emmanuel Macron, à commencer par le Premier ministre Edouard Philippe.

### Un père à la tête de la Commission ?

Et c'est à la lumière de tout cela, mais aussi de la manière jugée universellement remarquable dont il a géré la négociation sur le Brexit, qu'on le donne comme le meilleur candidat de

la France à l'un des hauts postes européens sous la prochaine législature, à commencer par celui de président de la Commission européenne. Formellement, il n'a pas été candidat à cette supercandidature au sein de sa famille politique du PPE – c'est l'Allemand Manfred Weber qui l'a emporté – mais on considère toujours que, si Macron veut imposer un Français à l'un des « top jobs », Barnier père serait un formidable candidat. Lequel, le cas échéant, aurait aussi besoin du soutien des autres chefs d'Etat ou de gouvernement, et d'autres forces politiques que la sienne. Y compris... de celle dans laquelle évolue son fils, lui-même visiblement bien connu du président français qui l'a « offert » aux libéraux belges... Là-dessus, bien entendu, personne ne veut se prononcer. Ni le fils (voir son entretien ci-contre). Ni Charles Michel : « Il n'y a aucun plan sur la comète à tirer : c'est Nicolas Barnier qui est candidat. »

Enfin, si par le jeu consécutif des élections nationales belges et de la partie d'échecs européenne qui se nouera après le 16 mai prochain, c'est Charles Michel qui se retrouvait en capacité et désireux d'obtenir l'un des hauts postes (ce pourrait être celui de président du Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement) ? Dans ce cas, l'opération « Barnier fils » n'aurait pu que renforcer le soutien du président français. On l'a dit : tout le monde, dans cette large galaxie, peut être gagnant dans l'opération. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

### RÉACTION

#### « C'est son choix »

Sollicité par *Le Soir* via son attaché de presse à la Commission européenne, Michel Barnier a transmis cette réaction à la candidature de

son fils : « Mon épouse Isabelle et moi, nous avons trois enfants qui sont aujourd'hui des adultes. Ils ont vécu très heureux une partie de leur vie

en Belgique. Ils ont des parcours et des engagements différents et indépendants – parfois différents des miens ! Notre fils Nicolas est engagé dans les équipes du Président Macron depuis le début. C'est son choix et je le respecte. Je

suis simplement heureux que mes enfants ont une conviction européenne. »

J. KZ

# le candidat « Macron est à la base de mon engagement »

## ENTRETIEN

**L**e Soir a interrogé Nicolas Barnier, actuellement collaborateur parlementaire d'un député LREM, sur la genèse de son « transfert » vers le MR belge.

### Comment êtes-vous entré en politique ?

*Mon premier contrat de travail rémunéré, après mes études de droit a été celui de collaborateur parlementaire d'un sénateur UMP, Hubert Haenel. Mais je n'avais pas de carte UMP ou plus tard LR. Mon premier véritable engagement politique date du lancement de la candidature d'Emmanuel Macron à la présidence. Je pense avoir une qualité : l'intuition politique. J'étais convaincu, à un moment où il était à 8 % dans les sondages, qu'Emmanuel Macron de-*

*viendrait président. Son discours de confiance envers la jeunesse et son engagement pour le projet européen notamment m'ont enthousiasmé. J'ai ensuite convaincu un ami entrepreneur, Grégory Besson-Moreau, d'être candidat député pour La République En Marche. J'ai dirigé sa campagne dans une circonscription réputée difficile dans l'Aube.*

### Pourquoi n'avoir pas été candidat vous-même ?

*Je voulais faire d'abord mes preuves, faire gagner quelqu'un sans être en première place. Mais j'avais prévenu Grégory que je souhaiterais plus tard m'engager en mon nom pour un mandat européen. J'avais déposé ma candidature*

*en novembre à LREM. Mais j'ai été appelé par Charles Michel qui a demandé à me rencontrer. Je suis venu le rencontrer en février. L'idée de ma candidature sur la liste MR était évidemment soutenue par lui et par Emmanuel Macron.*

### Comment voyez-vous votre campagne, et serez-vous un élu belge ou français, si bien entendu vous êtes élu ?

*La Belgique est comme ma deuxième patrie, j'y ai beaucoup d'amis, et j'y résiderai. Si je suis élu, je resterai français, je ne peux pas le changer, mais je défendrai les agriculteurs belges...*

### Tout le monde se demandera quel est le rôle de votre père dans cette opération, celui de son nom...

*D'abord, j'insiste : mon premier engagement a été pour le président de la République, indépendamment de mon histoire familiale, même si je suis fier de ma filiation, comme mon père a été très fier de moi lorsque j'ai dirigé une campagne réputée ingagnable. Et il ignorait la démarche lorsque Charles Michel m'a appelé. Évidemment que dans le chef d'Emmanuel Macron, mon nom n'a pas pu être indifférent : mon père est salué par 27 chefs d'Etat ou de gouvernement pour la manière dont il s'est acquitté de son rôle dans le Brexit. Quant aux éventualités futures pour lui, il ne souhaite pas que j'en parle pour lui, comme il ne parle pas pour moi. ■*

Propos recueillis par  
J. KZ.